

Toutes et tous à Paris le 14 juin 2016

Pour le retrait de la loi Travail et pour la défense de nos emplois et nos salaires dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche

*Le SNESUP-FSU appelle à la grève et à **2 MANIFESTATIONS***

La loi El Khomri casse le code du travail,

Les mobilisations et le rapport de force dans l'opinion publique ont déjà contraint le gouvernement à proposer des modifications au projet de loi. Mais **la philosophie même du projet de loi n'a pas bougé et demeure inacceptable**, notamment en ce qui concerne l'inversion de la hiérarchie des normes, les accords de développement et de maintien de l'emploi, les conditions du licenciement économique, le référendum d'entreprise et la médecine du travail.

La Fonction publique est concernée !

Tout affaiblissement des droits des travailleurs du privé **ouvre la voie à un affaiblissement des droits des fonctionnaires et des agent-e-s et précaires du public**. Si ce projet de loi était adopté, la même philosophie pourrait alors s'appliquer au secteur public ; d'autant que nombre d'articles de lois et décrets de la fonction publique sont la transposition des dispositions du Code du travail (dialogue social, rapport national/local, temps de travail, etc).

L'intersyndicale contre la loi travail (CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL) appelle à participer à la Votation citoyenne (<http://votationtravail.fr/>).

Grève et manifestation contre la loi Travail

mardi 14 juin, 13h place d'Italie, Paris 13^{ème}

Emplois. Budgets

Avec la lettre de **cadre budgétaire 2017**, **l'austérité dans la fonction publique est aggravée** : baisse de 2 % des effectifs, gel de la masse salariale... Les annulations budgétaires dans l'Enseignement supérieur et la recherche (ESR) continuent : 2014, 2015, 2016 et ... 2017! Ceci interdit notamment de résorber la précarité massive qui ne cesse de s'aggraver.

Le moment est venu pour l'intersyndicale du supérieur (SNTRS-CGT, CGT-INRA, CGT-FERC-Sup, SNPRES-FO, Sud Recherche -EPST, Sud Education, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNEP-FSU, Collectif national des travailleur.e.s précaires de l'ESR), **d'exiger une forte revalorisation de nos salaires**, **l'abrogation des systèmes de prime au mérite** et en particulier la redistribution de la PEDR pour les chercheurs et les enseignants-chercheurs en tant que prime fonctionnelle pour tous et la suppression du RIFSEEP pour les BIATSS (1), **des créations d'emplois statutaires à tous les niveaux**, le développement des services publics et de la fonction publique, le **respect des droits des précaires**, l'amélioration des conditions de travail et le renforcement des droits et garanties pour tous les salariés, du public comme du privé, ce qui passe par une augmentation significative du budget de l'ESR et le retrait du projet de loi gouvernemental sur le travail.

Manifestation contre l'austérité dans l'ESR

mardi 14 juin, 11 h devant le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, 1 rue Descartes Paris 5^{ème}

¹ Le SNESUP-FSU revendique l'intégration du montant de ces primes dans les salaires